

[1] PAYS ABOLITIONNISTES ET NON ABOLITIONNISTES

Plus de deux tiers des pays dans le monde ont aboli la peine de mort en droit ou en pratique.ⁱ

- **107 pays**ⁱⁱ ont aboli la peine capitale **pour tous les crimes** ;
- **7 pays**ⁱⁱⁱ ont aboli la peine de mort pour **tous les crimes sauf les crimes exceptionnels**, tels que ceux commis en temps de guerre ;
- **28 pays**^{iv} peuvent être considérés comme **abolitionnistes en pratique** parce qu'ils n'ont procédé à aucune exécution depuis au moins 10 ans et semblent avoir pour politique ou pour pratique établie de s'abstenir de toute exécution.
- Ce sont ainsi **142 pays** qui ont aboli la peine capitale en droit ou en pratique.
- **56 pays** et territoires **maintiennent la peine de mort** et appliquent ce châtiment ;
- **23 pays**^v ont procédé à des **exécutions en 2017** ;
- En 2017, la grande majorité des exécutions ont eu lieu dans 5 pays : **la Chine, l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Pakistan.**

[2] PROGRÈS REALISÉS VERS L'ABOLITION UNIVERSELLE DE LA PEINE DE MORT

Trois pays sur tout le continent ont aboli la peine de mort pour tous les crimes en 2017 et en 2018 : **la Mongolie, la Guinée et le Burkina Faso**. 1 pays l'a aboli pour les crimes ordinaires : **le Guatemala**. Sur les 193 Etats membres des Nations unies, 170 n'ont procédé à aucune exécution en 2017.

Dans les Amériques, les Etats-Unis ont été le seul pays à procéder à des exécutions pour la 9^e année consécutive.

En Europe, le Belarus est le seul pays à avoir procédé à des exécutions en 2017, Deux exécutions ont été recensées dans ce pays.

En Afrique subsaharienne, **28** exécutions ont été constatées dans deux pays, contre 22 dans cinq pays en 2016. Cependant, le nombre de condamnations à mort a baissé passant de **1086** en 2016 à au moins 878 en 2017. Le **Nigéria** détient le plus grand nombre de condamnations à mort dans la région.

[3] CONDAMNATIONS À MORT ET EXÉCUTIONS

Au cours de l'année 2017, au moins **993** personnes (en dehors de la Chine) ont été exécutées dans **23 pays**

et au moins **2591** personnes ont été condamnées à mort dans **53 pays**. Ces chiffres reflètent uniquement les cas dont Amnesty International a eu connaissance et sont certainement en deçà de la réalité.

[Asie]

Amnesty International n'a pas donné d'estimation du nombre d'exécutions en **Chine**. Les statistiques officielles sur l'application de la peine de mort restent secrètes. Il y aurait eu des **milliers** d'exécutions en 2017. Au **Pakistan** les exécutions ont **diminué de 31%** par rapport à 2016. L'**Afghanistan** a exécuté 5 personnes, le **Bangladesh** 6, le **Japon** et la **Malaisie** 4, et **Singapour** 8. Amnesty International n'a pas donné d'estimation pour la Corée du Nord et le Vietnam.

[Moyen-Orient]

Le nombre d'exécutions recensées par Amnesty International au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord** a diminué de **856** en 2016 à **847** en 2017. Selon Amnesty International, le nombre total d'exécutions recensées en **Iran** a diminué en passant d'au moins **567** en 2016 à au moins **507** en 2017. Selon le rapport annuel d'Iran Human Rights de 2017, au moins **517** personnes ont été exécutées en 2017 dont **31 exécutions publiques**.

L'**Arabie saoudite** a exécuté **146** personnes en 2017, ce chiffre est légèrement plus bas qu'en 2016 avec 154 exécutions, mais maintient le niveau élevé d'exécutions depuis 2015. En **Irak**, le nombre d'exécutions continue d'augmenter avec au moins **125** exécutions en 2017 contre **88** en 2016.

[Amérique du Nord]

Aux **États-Unis**, en 2017, **8** États ont procédé à des exécutions, ôtant la vie à **23** personnes. Ce chiffre reste dans la continuité des moyennes historiquement faibles jamais enregistrées depuis 1991. **19** États^{vi} ont aboli la peine de mort et **31** la conservent. Parmi ceux-ci, 4^{viii} ont instauré officiellement des moratoires sur les exécutions. Les autorités fédérales et les autorités militaires n'ont procédé à aucune exécution depuis 2003 et 1961 respectivement.

[4] MÉTHODES D'EXÉCUTION

Les méthodes suivantes ont été employées :

- **Décapitation** (Arabie saoudite) ;

- **Pendaison** (Afghanistan, Bangladesh, Égypte, Iran, Irak, Japon, Jordanie, Koweït, Malaisie, Pakistan, Palestine, Singapour, Soudan du Sud) ;
- **Injection létale** (Chine, États-Unis, Vietnam) ;
- **Exécution par arme à feu** (Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Chine, Corée du Nord, Emirats arabes unis, Palestine, Somalie et Yémen).

Aucune exécution judiciaire par lapidation n'a été recensée en 2017.

[5] RECOURS À LA PEINE DE MORT CONTRE DES MINEURS

Les traités internationaux relatifs aux droits humains interdisent d'appliquer la peine capitale à toute personne âgée de moins de dix-huit ans au moment des faits qui lui sont reprochés. Cette interdiction est inscrite dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention américaine relative aux droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant.

Les États qui maintiennent la peine capitale pour un certain nombre d'infractions interdisent expressément l'exécution de mineurs délinquants dans leur législation. Un petit nombre de pays continuent toutefois d'exécuter des mineurs délinquants. **Au moins 5 personnes** ont été exécutées **en Iran** pour des crimes commis alors qu'elles avaient moins de 18 ans en 2017. Amnesty International estime que des mineurs au moment des faits restent aussi sous le coup d'une sentence capitale en **Arabie Saoudite**, au **Bangladesh**, en **Iran**, aux **Maldives**, au **Pakistan**.

[6] INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EN FAVEUR DE L'ABOLITION

L'un des progrès majeurs réalisés ces dernières années réside dans l'adoption de traités

internationaux par lesquels les États s'engagent à ne pas avoir recours à la peine capitale :

- Le **Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort**, qui a été ratifié par **85 États**. Deux autres pays ont signé le Protocole ;
- Le **Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'homme, traitant de l'abolition de la peine de mort**, qui a été ratifié par **13 États** du continent américain et signé par deux autres ;
- Le **Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales** (Convention européenne des droits de l'homme) **concernant l'abolition de la peine de mort**, qui a été ratifié par **46 États** européens et signé par un autre ;
- Le **Protocole n° 13 à la Convention européenne des droits de l'homme, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances**, qui a été ratifié par **44 États** européens et signé par 1 autre.

Le Protocole n° 6 à la Convention européenne des droits de l'homme prévoit l'abolition de la peine de mort en **temps de paix** et le Protocole n° 13, l'abolition totale de la peine de mort **en toutes circonstances**. Les deux autres protocoles prévoient l'**abolition totale** de la peine capitale, avec la possibilité d'émettre une réserve pour la peine de mort en temps de guerre.

En décembre 2018, l'Assemblée générale des Nations unies adoptera la septième résolution pour un moratoire sur l'utilisation de la peine de mort. En 2016 le nombre de votes en faveur de la sixième **résolution 71/187** fut le même qu'en 2014 (**117**), 40 pays ont voté contre et 31 se sont abstenus.

ⁱ Sources : <http://www.amnesty.org/fr/death-penalty>, <http://www.deathpenaltyworldwide.org/index.cfm?language=fr> <http://www.deathpenaltyinfo.org/>

ⁱⁱ Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Congo (République du), Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Cook, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Madagascar, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie, Moldavie, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niue, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Siège, Salomon, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie (y compris Kosovo), Seychelles, Slovaquie, Slovaquie, Suède, Suisse, Suriname, Timor-Leste, Togo, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela.

ⁱⁱⁱ Brésil, Chili, Salvador, Guatemala, Israël, Kazakhstan, Pérou

^{iv} Algérie, Brunéi Darussalam, Cameroun, Corée du Sud, Érythrée, Ghana, Grenade, Kenya, Laos, Liberia, Malawi, Maldives, Mali, Maroc et Sahara occidental, Mauritanie, Myanmar, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Russie, Sierra Leone, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Tonga, Tunisie, Zambie.

^v Afghanistan (4+), Algérie (50), Arabie saoudite (40+), Bangladesh (245+), Barbade (3), Bélarus (4), Cameroun (160+), Chine (+), Corée du Nord (+), Égypte (237+), Émirats arabes unis (26), États-Unis (32), Éthiopie (2), Ghana (17), Guyana (1), Inde (136), Indonésie (60+), Irak (145+), Iran (+), Japon (3), Jordanie (13), Kazakhstan (1), Kenya (24+), Koweït (49), Laos (3+), Liban (126), Liberia (5+), Libye (1+), Malawi (1), Malaisie (36+), Maldives (2), Mali (30), Maroc et Sahara occidental (6), Myanmar (3+), Niger (11), Nigeria (527), Pakistan (360+), Palestine (État de) (21 : autorités du Hamas, à Gaza), Papouasie-Nouvelle-Guinée (1), Qatar (4), République démocratique du Congo (93+), Sierra Leone (5), Singapour (7+), Somalie (60 : Puntland 45 ; Somaliland 8 ; Gouvernement fédéral de Somalie 7), Soudan (21+), Soudan du Sud (+), Sri Lanka (79+), Taiwan (2), Tanzanie (19), Thaïlande (216), Trinité-et-Tobago (2), Tunisie (44), Viêt-Nam (63+), Zambie (101), Zimbabwe (8).

^{vi} Alaska, Connecticut, Delaware, Hawaï, Illinois, Iowa, Maine, Maryland, Massachusetts, Michigan, Minnesota, New Jersey, Nouveau Mexique, New York, Dakota du Nord, Rhode Island, Vermont, Virginie-Occidentale, Wisconsin et District of Columbia.